



# Le Chili sept ans après

**B**ientôt 7 ans ! Ce n'est pas parce que le Palais de la Moneda est en voie de restauration, que l'équipe de Colo-Colo se couvre de gloire au Stade national, que l'on peut oublier. Ailleurs, peut-être, où les solidarités sont affaire de mode, où l'Afghanistan efface le Cambodge, comme le Cambodge a effacé l'Argentine. Mais, ici, au Chili, des blessures restent ouvertes. Le 11 septembre 1973, le président Allende était assassiné à la Moneda, ses partisans regroupés au Stade. Une répression féroce s'abattait sur l'un des pays les plus équilibrés d'Amérique latine. Les murs de Santiago perdaient leurs fresques lumineuses du temps de l'*Unité populaire* : les militaires les recouvraient de peinture grise. Sept ans après, la peinture grise s'écaille et réapparaissent, de-ci de-là, des fragments de fresque, de couleur, de vie.

Yahvé dit à Caïn : « Où est ton frère Abel ? »

Et il répondit : Je ne sais pas.

Est-ce que je suis chargé de mon frère ? »

Alors Yahvé lui dit : « Qu'as-tu fait ? Qu'as-tu fait ? »

La voix du sang de ton frère crie de la Terre

Jusqu'à moi ».

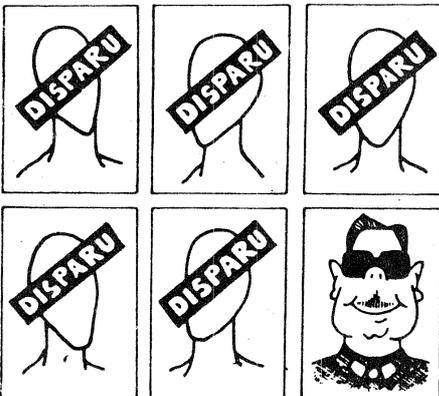
Lorsque les voûtes de la cathédrale de Santiago résonnent, le 25 novembre 1978, aux accents de cette *Cantate des droits de l'homme*, une émotion étirent l'assemblée. Plus qu'une émotion artistique ou religieuse. Beaucoup de spectateurs éprouvent ce dialogue incantatoire dans leur chair, dans la chair de leur chair. Moins de deux semaines plus tard, le 7 décembre 1978, on découvre une trentaine de cadavres dans la mine de Lonquen, puis cinq autres à Cuesta Barriga Paine, puis vingt-et-un à Yumbel. En décembre 1979, ce sont 300 tombes clandestines, renfermant plusieurs cadavres, qui sont mises à jour. « Qu'as-tu fait ? Qu'as-tu fait ? La voix du sang de ton frère crie de la terre jusqu'à moi ». Le problème des disparus, qui hante le Chili depuis 1973, éclatait alors au grand jour. Comme on s'en doutait, ceux qui avaient disparu après le coup d'Etat sont morts, assassinés par la police et par l'armée.

Depuis 1978, les disparitions ont pratiquement cessé au Chili. Mais la machine à

faire disparaître est toujours en place. Qu'elle s'appelle *C.N.I.* au lieu de *DINA* n'y change rien. D'ailleurs, cette police politique, pour l'essentiel, n'a pas changé ses méthodes : menaces, arrestations, tortures, emprisonnements arbitraires continuent. Le *Vicariat de la solidarité*, l'organisme d'Eglise qui agace tant les militaires, tient à jour ses statistiques. Ainsi, ses avocats du département juridique observent que, si le nombre d'emprisonnés diminue (1 800 en 1977, 1 600 en 1978, 1 400 en 1979), le temps moyen de détention s'allonge (1,6 jour en 1977, plus de 6 jours en 1978). 360 personnes avaient été arrêtées à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 1979 ; cette année, le double.

La répression prend de nouvelles formes. Les tribunaux — civils — se mettant à ne plus condamner les manifestants de rues que lui présentent les autorités, on a inventé une forme d'exil intérieur : la relégation. Le pouvoir exécutif a ainsi relégué pour trois mois, dans de petites villes loin de Santiago, une soixantaine de personnes après les manifestations de la Journée internationale de la femme, le 8 mars, et de la Fête du travail, le 1<sup>er</sup> mai.

Au Chili, le combat pour les droits de l'homme est quotidien. Il naît de la réalité. Ainsi, une campagne a démarré pour le retour des exilés. Parce que dix pour cent des Chiliens vivent hors du Chili, dont 150 000 pour des raisons politiques et 450 000 pour des raisons économique-politiques. Parce que c'est un droit fondamental que de pouvoir vivre chez soi. Parce que, au Chili, certains devinent que le fossé tend à se creuser dangereusement entre ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur. (...)



A peine sortis de l'adolescence, ils sont des opposants à Pinochet. L'injustice les révolte et dans cette *poblacion* (quartier populaire) des environs de Santiago, elle crève les yeux. Autant que les carabaniers, la faim rôde.

« En 1973, j'avais 13 ans... moi 11 ans et demi ». L'*Unité populaire*, Allende, ce n'est même pas un vague souvenir pour eux. Nés politiquement dans le fascisme, victimes du fascisme, ils réagissent avec leur sensibilité. « On ne se demande pas de quel parti on est le plus proche. Les vieux parfois, ils ramènent leurs trucs. Mais il faut se battre tous ensemble. Repérer les mouchards dans les poblaciones et dans les usines, développer l'action à la base ». Tout, dans leurs discours, n'est pas cohérent : ils se réjouissent aussi bien d'un coup de main de « la Résistance » que de la ferveur non-violente qui entoure la préparation du 1<sup>er</sup> mai. Ils n'ont pas de formation politique. Mais l'Eglise et le syndicalisme renaissant essaient de les aider.

« Au Chili, nous sommes fiers de notre Eglise ». Cette proclamation, je l'avais entendue, en 1976, de la bouche d'un responsable démocrate-chrétien et d'un responsable communiste. L'Eglise chilienne, profitant de son influence et d'une certaine marge de manœuvre, est devenue, sinon la principale force d'opposition du pays, du moins la structure d'accueil de la plupart des manifestations d'opposition. En 1980, plus encore qu'en 1976. Pour organiser une réunion, il faut une autorisation. L'Eglise est dispensée de cette obligation. Les journaux de l'Eglise ne subissent pas la censure. Aussi, les salles paroissiales ne désespèrent pas et l'information non truquée se réfugie dans quelques revues comme *Mensaje* et *Analisis* ou *Radio Chilena*, la radio de l'Eglise de Santiago.

Lorsque les professeurs sont expulsés de l'Université — ils sont 3 000 depuis 1973 — l'*Académie d'humanisme chrétien*, que préside le cardinal Silva Enriquez, les accueille. L'*UNAC*, qui regroupe nombre d'artistes chiliens, connaît les pires difficultés ? L'archevêché lui offre une maison et les créations peuvent redémarrer. Il faudrait aussi parler de toutes ces activités d'assistance qu'organise le *Vicariat de la solidarité*, qui aide à l'auto-organisation des plus pauvres. Sans le patronage de l'Eglise, il y a belle lurette que les come-

dores infantiles, grâce auxquels des milliers d'enfants ne meurent pas de faim, auraient dû fermer leur porte pour crime de « subversion marxiste », comme les polycliniques, les cours de rattrapage scolaire, etc.

Les forces politiques traditionnelles, qui n'ont pas d'existence légale et qui sont poursuivies avec plus ou moins de vigueur, subsistent tant bien que mal. Elles n'ont pourtant pas un rôle moteur. Le face-à-face entre le régime militaire et l'Eglise domine l'activité publique. La *Démocratie chrétienne* s'engage dans les combats pour les droits de l'homme et dans les problèmes institutionnels, en tentant de préparer une contre-Constitution. Le *Parti communiste* regarde, lui aussi, vers certaines activités d'assistance et vers l'action syndicale. Les autres partis, dispersés par la répression, n'ont pas à proprement parler d'activité autonome. Restent les noyaux du *MIR* qui ont survécu à la chasse qui leur a été donnée. Sous le signe R, qui signifie *Resistencia*, ils montent des coups de main de plus en plus audacieux : attaques de banques, vol du drapeau sur lequel le libérateur Bernardo O'Higgins a prêté le serment de l'indépendance, dépôt de bombes, voire attaque d'annexes de la *C.N.I.* L'action des « miristes » a pris une certaine ampleur, mais il faut sans doute aussi faire la part des provocations policières et de la psychose terroriste que la presse dévouée au régime essaie de créer.

Une évolution du régime arrachée par les partis politiques paraît donc bien improbable. Est-ce à dire que le changement peut venir de luttes internes ? (...)

La fiction de la junte a cédé : le général Pinochet, appuyé sur une police secrète qui demeure, en fait, aux mains du général Contreras, est bien le patron incontesté, le *Caudillo* du Chili. Il a su montrer un certain sens politique. Ce qu'il n'avait pas réussi à propos du différend sur le canal de Beagle avec l'Argentine, il l'a obtenu avec son voyage raté aux Philippines. Il a su provoquer une sorte de sursaut patriotique en jouant de l'honneur national bafoué. (...)

Un changement de tête ou d'uniforme ne serait pas forcément un changement de régime. Même si le personnage Pinochet continue à accumuler sur sa tête beaucoup de haine et de surnoms maléfiques. Qu'il cesse d'être au pouvoir dans quinze jours ou dans quinze ans, son régime lui survivra-t-il ? Une fois de plus on pense à l'Espagne franquiste. C'est un véritable système fasciste qui se met en place. A côté de la nouvelle génération d'opposants, il y a, dans les affaires politico-économiques, une nouvelle génération de pinochetistes. Tout droit sortis des universités nord-américaines et des écoles du régime. On vient de nommer, dans plusieurs villes impor-

suite p.20



... Cardinal Henriquez, nous devons arrêter l'infiltration marxiste dans l'Eglise... Vous avez 24 heures pour m'informer de la filiation politique de tous les saints! ("Chile en la Resistencia", Mexique).

Auch in der chilenischen Kirche wird der Ton schärfer; die Auseinandersetzung mit dem Pinochet-Regime spitzt sich zu. Eklatantes Beispiel dafür ist die untenstehende Erklärung vom 29.5.1980. Hatte die Kirche, um Einzelpersonen zu schonen, unter der Leitung des Erzbischofs von Santiago, Kard. Silva Henriquez, sich einer traditionell zurückhaltenden Sprache bedient, so geht nun erstmals offen von Kirchenverfolgung die Rede, wird die Diktatur mit konkreten Worten angegriffen. Diese schärfere Tonart kommt nicht von ungefähr. Die Repressionswelle nach dem 1. Mai 1980 traf nämlich vornehmlich auch kirchliche Institutionen und Personen: Geheimpolizei-Durchsuchungen und -Einbrüche in Pfarrgemeinden und Bistumsbüros, Verhaftungen von Seminaristen, Festnahme von zwei Bischofsvikaren, Pressekampagne gegen die "pro-marxistische Kirche". Brutales Detail: die Gräber der Eltern des Kardinals wurden geschändet. Wie sehr sich seine persönliche Haltung geändert hat, geht z.B. auch aus der Tatsache hervor, daß er, Präsident der Bischofskonferenz und ihre integrierende Kraft, öffentlich zwei Bischofskollegen angegriffen und der Kollaboration mit der Junta beschuldigt hat. Die folgende, aus "Publik-Forum" (Nr. 17/22.8.80) übernommene Erklärung haben diese zwei Bischöfe nicht in ihren Kirchen vorgelesen.

## „Ich bin Jesus, den du verfolgst“

*Liebe Brüder und Schwestern! Die jüngsten Ereignisse wie auch die systematischen Kampagnen einiger Organe von Presse, Rundfunk und Fernsehen gegen die Kirche, ihre Einrichtungen und Bischöfe läßt uns zu der Überzeugung kommen, daß es in Chile Leute gibt, denen daran gelegen ist, die Kirche und insbesondere einige Bischöfe und Priester, einschließlich dieses Ständigen Ausschusses, in Verruf zu bringen und unsere geistige Autorität zu untergraben. Auf diese Weise will man uns Angst einjagen, damit wir aufhören, für Menschenwürde und soziale Gerechtigkeit einzutreten. Dies sind jedoch zwei Werte, von denen wir nicht absehen können. Denn sie sind integrierender Bestandteil des Evangeliums Jesu Christi.*

*Sorge macht uns die Verwirrung, in die*

*viele wohlwollende Katholiken gestürzt werden, weil sie keine anderen Informationsquellen haben als die genannten Medien. Hinzu kommt, daß wir keine Chance haben, uns mit vergleichbaren Mitteln zu verteidigen. Weiterhin beunruhigt uns die Tatsache, daß auch den christlichen Gemeinden Angst gemacht wird. So kommt es, daß sie an einigen Orten schon nicht mehr den Mut aufbringen, sich zum Katechismusunterricht zu versammeln. Die Menschen haben einfach Angst davor, als politische Elemente denunziert zu werden.*

*Es wäre bequemer für uns, vor der Angst der Armen die Augen und vor den Klagen der Mißhandelten, ja der Gefolterten die Ohren zu schließen und uns nicht um Gerechtigkeit zu kümmern. Dann aber täten wir nicht unsere Pflicht. Möglicherweise denken einige*

Fortsetzung S.20

tantes, des maires de moins de 30 ans, comme à Concepcion, au sud de Santiago.

Peu de temps après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, les militaires chiliens avaient, avec une désarmante naïveté ou une invraisemblable impudence, publié une « carte de l'extrême pauvreté », pour tenter de convaincre une opinion publique désorientée que le régime du président Salvador Allende, malgré ses proclamations, avait laissé subsister une profonde misère. Presque sept ans plus tard, un document a fait scandale au Chili : la « carte de l'extrême richesse » d'un sociologue, le professeur Fernando Dahse. Dans les *poblaciones*, la misère ne peut plus se cacher. Selon une enquête de l'université du Chili, 8 % des familles du grand Santiago ne disposent que de 1 300 calories par jour au lieu des 2 200 nécessaires. La spirale du chômage, de la dénutrition, de la maladie touche une part importante de la population. A quelques minutes de là, le centre de Santiago a embelli. Les rocades fleurissent, les magasins de luxe débordent dans les rues piétonnières, les enseignes lumineuses grésillent, la télévision en couleurs rabâche ses publicités pour les cartes de crédit. Le dimanche matin, les abords des églises du Barrio Alto, le quartier chic, s'embouteillent de *Mercédès* et de *Cadillac*. Misère ici, luxe là.

Une transformation radicale de l'économie chilienne a été entreprise, depuis 1973, au nom d'un libéralisme délirant. Les droits de douane de 125 % sont passés à 10 % et voilà que l'on utilise au Chili des allumettes sud-africaines et que l'on s'habille avec des vêtements usagés en provenance des Etats-Unis. On a dénationalisé à tour de bras : des 432 entreprises publiques (en 1973) il n'en reste plus que 27 en 1980. Cinq groupes se sont constitués à l'occasion d'une incroyable répartition des dépouilles. Et pourtant, des économistes disent la fragilité de l'expérience : « Elle est très artificielle. Le crédit externe permet un niveau de consommation qui ne correspond pas à la réalité des possibilités économiques du pays ». La classe moyenne — une des rares qui existait en Amérique latine — commence à maugréer, bien qu'elle ait participé activement au renversement d'Allende ; elle n'accepte pas de faire, à son tour, des sacrifices.

Vingt-cinq pour cent de chômeurs, voilà le résultat de cette politique économique très brutale. Les chiffres officiels sont de 13 %, mais il faut y ajouter les 4 à 5 % de personnes dépendant du *Plan d'emploi minimum (P.E.M.)* et le pourcentage assez considérable de ceux qui vivent de *palotos*, de petits travaux occasionnels. Pour ne pas encourager l'oisiveté, le gouvernement a supprimé, en effet, l'allocation de chômage, pour créer le *P.E.M.* « Le gouver-

*Leute — wie Saulus, als Stephanus gesteinigt wurde —, die Kirche werde wegen der Fehler oder Irrtümer verfolgt, die sie begangen habe. Andere werden sogar glauben, indem die sich so verhielten, reinigten sie die Kirche von gewissen Elementen, die andere zu ihrem eigenen Nutzen in sie eingeschleust hätten. Diesen Menschen sagen wir, was schon Saulus den Herrn sagen hörte: „Ich bin Jesus, den du verfolgst.“ Es gibt keine zwei Kirchen. Es gibt nur eine Kirche, und zwar die, die von den rechtmäßigen Bischöfen geführt wird. Als Bischöfe haben wir die Aufgabe, alle Katholiken wie auch die, die uns hören wollen, zu lehren. Unsere erste Pflicht besteht darin, Lehrer des Glaubens und des menschlichen Verhaltens zu sein. Es fehlt nicht an Menschen, die sich anerkennend äußern, solange wir die Lehre konkret auf das tägliche Leben anwenden. Wir wiederholen noch einmal, daß christlicher Glaube und christliche Moral dadurch verkündet werden, daß sie gelebt werden. Glaube und Sittenlehre bilden die Grundlage der Soziallehren der Kirche und sind für jeden Katholiken verpflichtend. Aufgrund des Beispiels Jesu und aus der Geschichte der Kirche wissen wir, daß*

*es nicht leicht ist, die Wahrheit des Evangeliums zu verkünden, und daß der Schüler keine bessere Behandlung zu erwarten hat als der Meister. Wir sind entschlossen, auch weiterhin unser Zeugnis zu geben. Wir werden dies in einer Weise tun, daß sich niemand von Ihnen zu verwirren lassen braucht und meinen muß, er müsse zu den Bischöfen auf Distanz geben.*

*Die chilenischen Bischöfe können wie alle Chilenen verschiedene Modelle haben, nach denen sie die Wirklichkeit interpretieren. Als Bischöfe deuten wir die Lage aber nach den Kriterien unseres pastoralen Auftrags und bemühen uns, dem Evangelium im Leben eine konkrete Gestalt zu geben. Die Annahme, unsere Haltung sei nicht frei von Marxismus oder wir seien marxismusfreundlich, ist entweder absurd oder böswillig. Es befremdet uns zu sehen, daß es bei der Einschränkung der Pressefreiheit, die in Chile herrscht, so leicht möglich ist, die katholische Kirche zu verleumden. Wir werden auch weiterhin darüber wachen, daß die Kirche von keiner Seite, welche es auch sei, mißbraucht wird.*

*Übersetzung: Horst Goldstein*

*nement est très fier de ça*, explique le vicair à la Solidarité, Juan de Castro. *Pourtant, les esclaves du Pharaon avaient à manger, eux, au moins* ». En fait, avec 1200 pesos par mois, comment vivre ? Une famille de quatre enfants peut tout juste payer son eau, son gaz, son électricité, les frais d'école et s'offrir du pain et du thé.

Toute une nouvelle législation protège la propriété et écrase le travail. La législation sociale promulguée depuis deux ans permet au patron de modifier le contrat de travail à sa guise, diminue les cotisations sociales des entreprises, autorise le licenciement, dans le secteur public, de ceux « qui s'opposent à la réforme administrative ». Le *Plan laboral* de juin 1979 transforme le droit de grève en véritable course d'obstacles. Avant le déclenchement de la grève,

des conditions très strictes sont fixées ; pendant son déroulement, le patron peut remplacer les grévistes par des intérimaires ; il est interdit de négocier le paiement des jours de grève ; après trente jours de grève, ceux qui le désirent peuvent reprendre le travail individuellement. La grève s'achève forcément après soixante jours sur les propositions patronales. Tous ceux qui ont occupé des fonctions syndicales avant 1973 sont inéligibles etc.

Ces mesures très restrictives contribuent, involontairement, à faire naître un



nouveau syndicalisme, moins lié aux partis politiques, plus revendicatif et qui pourrait bien jouer un jour un sale tour aux militaires. Car, dans les entreprises, ce sont souvent des jeunes qui ont été élus dans les instances syndicales, après les six ans de règne des jaunes, les protégés du régime.

De jeunes responsables syndicaux qui ressembleront bientôt à leurs frères brésiliens de Sao Paulo... Et puis, les femmes prennent chaque jour plus de place dans les luttes quotidiennes à l'usine ou dans les quartiers. Elles contribuent à réorienter le mouvement populaire qui pointe un peu

partout. C'est une longue marche qu'a entreprise le peuple chilien, mais ses capacités d'invention, sa ténacité autorisent bien des espoirs. (...)

**Christian SAUVAGE ■**